

Politique du livre en FWB
Réflexion et attentes de l'ADEB

Cette note est une introduction à un travail de réflexion qui sera mené par les Fédérations d'éditeurs. A ce stade, elle ne représente que le point de vue de l'ADEB.

Elle est confiée aux bons soins de Frédéric Young, dans le cadre de la réunion de la CCEL du 15 février 2024.

- 1- Les événements récents ont montré tous les déséquilibres des politiques culturelles en FWB, tout l'abandon du secteur du livre, voire le mépris avec lequel il est traité. Les budgets alloués aux auteurs, par le biais des bourses, sont scandaleux : continuer à offrir des montants inchangés depuis plus de 10 ans revient à nier les créatrices et créateurs. Un refinancement solide, stable et intelligent est indispensable pour un secteur qui s'est appauvri depuis 2020.
- 2- Mais en amont, il faut souligner qu'il n'y a aucune vision dans la politique du livre et de la création éditoriale. Le secteur s'organise et se noie dans une myriade de budgets confettisés, rarement coordonnés, sans aucune ligne de conduite globale. Quel secteur du livre voulons-nous à 10 ans ? quels leviers sont importants et quelles conditions doivent être réunies ? quels acteurs et quels moyens doivent y être investis ? que peut/veut faire la FWB dans ce contexte ? C'est dans cet ordre précis que les questions doivent être abordées et non dans le sens exactement inverse.
- 3- Dans ce travail de vision, il faut définitivement effacer les dissociations factices : qu'il s'agisse de produire et vendre un livre en Belgique ou de l'exporter et céder ses droits : c'est toujours du même ouvrage, du même auteur, du même éditeur que l'on parle. La complexité institutionnelle ne peut être un frein au développement de l'activité éditoriale.
- 4- Il est crucial que les systèmes d'aide ou de soutien destinés aux acteurs de la chaîne, et surtout les procédures, soient adaptés aux réalités de chacun de ces métiers. Demander aux éditeurs de remplir un dossier d'aide à la traduction en 6 voire 13 semaines alors que ce processus demande 12 voire 18 mois montre le total découplage entre objectifs (définis?) et réalité économique. La complexité et les lourdeurs administratives ne peuvent être un frein au développement économique de l'activité.
- 5- Enfin, il faut que les procédures administratives soient entièrement revues afin de gagner en temps. Et si cela s'avère impossible, il faut d'urgence confier des missions et budgets à une structure telle que le PILEn. Pour une industrie (même culturelle et créative) le temps est court et une haute réactivité un facteur de succès.

Benoît Dubois

9 février 2024